

REPORTAGE DU PLAN DES JEUNES

CONFÉRENCE DE L'AFD



© Photo de l'AFD

I. L'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Le 25 avril 2017, le Plan des Jeunes, une équipe de jeunes engagé.e.s aux côtés de la fondation Plan International France, a été convié dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD) à assister à une conférence sur l'emploi des jeunes en Afrique. Retour sur cette journée d'échanges.

8h30, l'assistance commence à prendre place dans la salle. Marie-Hélène Loison, Jean-Pierre Marcelli et Marie-Pierre Nicollet, respectivement directrice Méditerranée, directeur Afrique et directrice du Département Développement Humain de l'AFD ouvrent la session pour évoquer les grands défis de l'emploi en Afrique. Le continent est jeune et impatient : 30 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année et doivent faire face à des taux de chômage importants.

Quatre témoignages pour commencer. De jeunes bénéficiaires partagent leur expérience et leur histoire. Assidjim Alladoum, 33 ans, est référent technique Formation Insertion Professionnelle pour Essor au Tchad et expert dans les domaines d'autonomisation des femmes, d'éducation et de santé préventive. La mission d'Essor est d'aider des populations très défavorisées à améliorer durablement leurs conditions de vie. Haifa Ksouri a, elle,

rejoint le programme « Nouvelle chance » en Tunisie, sensé lui permettre d'obtenir les outils nécessaires afin de s'insérer sur le marché du travail. Astou Ndiaye Fall élabore le projet Bioabondance, qui vise à transformer des résidus agricoles en barquettes de biomasse. Enfin, Terry Caloc évoque son parcours : décrocheur scolaire, il commence sa carrière comme soudeur avant de se former sur OpenClassrooms, une plateforme d'éducation en ligne qui propose des formations diplômantes. Il crée par la suite son entreprise, spécialisée en développement web, sites et applications.

Ces *success stories* donnent le ton : les jeunes sont au cœur du débat. Plus particulièrement, l'emploi des jeunes et les outils pour le développer en Afrique.

C'est au cours de trois tables rondes successives qu'est évoqué l'emploi des jeunes en Afrique. Toutes donnent la parole à des acteurs et intervenants différents.

L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES

La première évoque l'entrepreneuriat des jeunes. Selon Alexandre Kolev, de l'Organisation de coopération et de développement économique, l'entrepreneuriat des jeunes connaît un engouement croissant et devrait se trouver au cœur des priorités. Pourtant, des obstacles persistent ; seule une infime partie des jeunes entrepreneurs réussissent, tandis que la majorité ne fait que subsister. Plusieurs explications : un climat peu propice aux affaires, mais aussi une éducation, un capital social et des compétences managériales insuffisantes, des problèmes de financement et d'intégration des marchés, ou encore le fait d'être une femme.

Comment promouvoir l'entrepreneuriat ? MarocPME, un organisme visant à accompagner l'entrepreneuriat des jeunes, ou encore Initiative France, un réseau essentiellement français d'environ 160 associations qui vise l'aide à la création d'entreprises. Astou Ndiaye Fall nous présente plus en détail son projet Bioabondance et les difficultés pour le mener à bien, parmi lesquelles l'aspect financier.

Si l'entrepreneuriat apparaît au terme de cette table ronde comme un outil pour développer l'emploi des jeunes en Afrique, il en ressort également que ce n'est qu'une partie de la solution. D'autres leviers doivent être utilisés.

L'ESSOR DU NUMÉRIQUE

La deuxième table ronde aborde la question du numérique. Pierre Dubuc, l'un des fondateurs d'OpenClassrooms, rappelle qu'en 2030 l'économie du digital représentera un quart de l'économie mondiale. Un phénomène qui est « *en train de restructurer tout le secteur économique* ». En matière d'éducation, OpenClassrooms permet l'accès à des cours

en ligne et à des formations diplômantes à travers le monde. Les Fablabs, présentés par Emmanuelle Roux du Conseil national du numérique (CNNum), constituent des grands espaces destinés à la formation au numérique. En matière d'accompagnement économique, Eva Sow Ebion évoque son incubateur CTIC Dakar, ses succès, ses défis, et Raphaëlle Neyton explique que NUMA accompagne les start-ups en s'associant avec des acteurs locaux pour s'adapter à leurs spécificités. Se dégage l'idée que l'essor du numérique pourrait tout à la fois former et créer des emplois.

L'INSERTION DES JEUNES VULNÉRABLES

La troisième porte enfin sur l'insertion professionnelle des jeunes les plus vulnérables. Plusieurs initiatives sont présentées : Mercy Corps ou Care France. La première organisation insère des jeunes dans des programmes visant à leur faire intégrer le marché du travail après des crises, comme les printemps arabes. Care France s'adresse aux jeunes qui vivent dans la région du lac Tchad et les aide grâce à des chantiers. Les différentes initiatives proposées se concentrent sur l'accompagnement de ces jeunes afin de leur donner les moyens et les possibilités pour intégrer un marché du travail qui leur apparaît comme opaque.

Tous les intervenants semblent mettre en lumière un besoin pressant d'accompagner les jeunes africains vers l'emploi, tout en les incluant dans la démarche. Les témoignages des jeunes bénéficiaires, comme ceux des professionnels, le démontrent : ces jeunes ne sont pas seulement bénéficiaires, mais acteurs. La volonté est là, reste à leur donner les opportunités et moyens pour la mettre en œuvre.

Comme il l'est rappelé, « *les jeunes sont l'avenir* ». Encore doivent-ils être bien accompagnés.

II. DE DÉCROCHEUR SCOLAIRE À AUTOENTREPRENEUR

Terry a 27 ans, il a quitté le système scolaire très tôt et a exercé plusieurs années comme soudeur dans un chantier naval. Aujourd'hui développeur d'applications à son compte, il nous raconte sa reconversion.

Après de rapides études dans le système scolaire classique – Terry a décroché avant le brevet des collèges – et une dizaine d'années de travail comme soudeur dans un chantier naval, il a un avis bien tranché sur l'éducation telle qu'il l'a perçue en France : il reproche au système scolaire d'« *imposer une méthode d'apprentissage unique* » qui « *met de côté* » les élèves auxquels elle ne serait pas adaptée. Il nous parle également de contraintes

financières ou de prérequis incontournables qui empêchent certains élèves d'accéder à la formation qui les intéresse.

Après s'être vu proposer un poste de formateur en informatique par une amie, sans aucune formation préalable, mis à part des facilités pour l'informatique, Terry doit apprendre à créer un site internet. C'est ainsi qu'il découvre la formation en ligne de développeur d'applications sur le site OpenClassrooms. Son diplôme obtenu haut la main, il se lance comme autoentrepreneur.

L'entrepreneuriat est pour lui « *LA solution pour les jeunes* », qui permet d'être libéré des contraintes d'un emploi salarié (salaires bas, limites imposées par l'employeur...) mais qui nécessite autant, voire plus, de sérieux et de motivation. Terry encourage ainsi les jeunes à réaliser leurs rêves et à ne pas hésiter à le faire par leurs propres moyens si l'occasion ne leur est pas donnée, à travers des méthodes de formations moins conventionnelles et un pari sur l'entrepreneuriat. « *Si vous ne vivez pas vos rêves, vous ne vivez pas* ».

III. HAÏFA, JEUNE DIPLÔMÉE EN TUNISIE

Diplômée d'une licence en informatique et d'un master en management par l'Ecole Supérieure de Commerce de Tunis en 2016, Haïfa fait face à des difficultés dans sa recherche d'emploi.

« *Les employeurs ne font pas confiance aux jeunes* », explique-t-elle d'emblée. Ajoutez à cela l'insuffisance de la demande de postes par rapport aux offres et l'inadéquation des formations par rapport à la demande pratique, et les choses deviennent vite compliquées.

C'est pourquoi Haïfa a récemment intégré un programme d'accompagnement des jeunes en recherche d'emploi, le programme « Nouvelle chance ». Cette initiative citoyenne lui permet de renforcer ses compétences, d'être accompagnée dans sa recherche et de gagner en expérience à travers des stages en entreprises. Le programme n'a qu'un seul objectif : le recrutement. « *Grâce au programme « Nouvelle chance », j'ai développé mes compétences et surtout, j'ai gagné en confiance. Je suis maintenant prête à me vendre à un recruteur !* ».

IV. ENTRETIEN AVEC SARAHI GUTIERREZ, BATIK INTERNATIONAL : « L'ÉMANCIPATION VA PLUS LOIN QUE L'INSERTION, CAR ELLE DONNE AUX FEMMES LE POUVOIR D'AGIR »

Lors de la conférence sur l'emploi de demain en Afrique et les opportunités pour la jeunesse organisée par l'Agence française de développement le 25 avril 2017, le Plan des Jeunes a rencontré Sarahi Gutierrez, responsable des programmes et des partenariats de Batik International. L'occasion d'aborder la problématique de l'inégalité de l'accès à l'emploi pour les femmes dans les pays en développement et l'action de l'association pour favoriser leur insertion dans le marché du travail.

POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER BATIK INTERNATIONAL ?

Batik International accompagne les femmes sur la voie de l'émancipation. L'émancipation va plus loin que l'insertion, car elle donne aux femmes le pouvoir d'agir. Être insérée, trouver un emploi, c'est facile. Par contre, il est plus difficile de convaincre la femme que son travail contribue au développement et que son travail vaut quelque chose.

Nous travaillons au Maroc, en Tunisie, en Algérie et en Egypte – où Plan International intervient également – principalement dans les milieux ruraux et les quartiers populaires. Dans ces pays, nous nous sommes rendus compte que demeurerait beaucoup de résistances et de freins au travail des femmes. Lorsqu'on compare les taux d'activité des femmes dans le monde, les taux de ces pays sont parmi les plus bas : seulement 20 % de la population active féminine travaille.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CETTE SITUATION ?

Lorsqu'on analyse les raisons, on voit que les facteurs culturels restent très importants. Dans les pensées et les représentations sociales, le rôle de la femme se cantonne au foyer afin de s'occuper des enfants. L'homme doit amener l'argent à la famille. C'est sous ce prétexte que les femmes ne sont pas encouragées à travailler.

En Tunisie, par exemple, les femmes sont plus diplômées que les hommes. Or, une fois qu'elles ont fini leurs études, elles sont davantage poussées par la famille à se marier, plutôt qu'à poursuivre et à s'insérer sur le marché du travail.

Nous savons aussi qu'en raison des crises financières qui ont touché la région après les révolutions, et particulièrement en Egypte, beaucoup de femmes ont voulu aider financièrement leurs familles. Une fois encore, des barrières sociales empêchent leur intégration sur le marché de l'emploi.

CONCRÈTEMENT, COMMENT AIDER À L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET LEUR INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI ?

Partant du double constat d'un taux d'activité très bas et de nombreuses résistances culturelles et traditionnelles, nous avons voulu mettre en place un projet visant à inciter les femmes à travailler tout en essayant d'avoir un impact sur toutes les représentations sociales. Ainsi, nous avons développé des ateliers de sensibilisation à la valeur économique du travail des femmes. Il n'était alors pas question de parler de l'égalité femme-homme, parce que nous savions que cela pouvait bloquer le processus. En partant de cas très concrets, on a, peu à peu, réussi à sensibiliser les gens.

Nous avons aussi mené des activités autour du thème de la formation, car on sait que les femmes y ont moins accès que les hommes. Lorsqu'il y a des sacrifices à faire au sein de la famille, c'est la jeune femme qui doit y consentir en priorité. Il a fallu niveler la formation en tenant compte du niveau d'alphabétisation de chacune, mais il s'agissait surtout de formation technique autour de professions spécifiques vers lesquelles on pensait les orienter. Ce choix des métiers s'est fait principalement en analysant les besoins du marché dans chaque quartier.

De manière transversale, ces activités de formation servent aussi à redonner confiance à la femme. Il s'agit de lui prouver qu'elle a les compétences et qu'elle est parfaitement capable de mener une activité professionnelle.

QUELS SONT LES RÉSULTATS QUE VOUS AVEZ CONSTATÉS ?

Nos résultats sont plutôt satisfaisants et encourageants. Parmi les 2 000 femmes qui ont été accompagnées, 60 % ont vu leurs revenus augmenter. Parmi celles qui ont créé une activité économique, 15 % ont embauché de nouvelles personnes, 25 % ont amélioré la performance économique de leur entreprise et 20 % ont diversifié leur activité.

PENSEZ-VOUS QUE CELA PEUT ENCOURAGER D'AUTRES FEMMES À SUIVRE LE MÊME EXEMPLE ?

Nous utilisons abondamment les *success stories* pour inciter les femmes, soit à créer de l'activité, soit à rejoindre une profession non-masculinisée. Malgré le travail de sensibilisation accompli dans nos ateliers, tant que les femmes n'ont pas vu quelqu'un de leur quartier réussir, il leur est difficile de se projeter. Les *success stories* permettent de leur prouver que c'est possible.

V. ENTRETIEN AVEC ASSIDJIM ALLADOUM : « LES JEUNES SONT LA SOLUTION ! »

La précarité d'emploi, une croissance économique insuffisante et la manque de moyens pour la recherche contribuent à la pérennisation de situations difficiles. Certains d'entre eux ont décidé de prendre les choses en main. Assidjim Alladoum, référent technique pour l'organisation Essor, aide les jeunes à trouver leur premier emploi au Tchad.

VOUS AVEZ VÉCU DES DIFFICULTÉS POUR TROUVER UN EMPLOI APRÈS AVOIR OBTENU VOTRE DIPLÔME. QUE FAITES-VOUS AUJOURD'HUI POUR AIDER À L'INSERTION DES JEUNES ?

Aujourd'hui notre organisation propose une insertion professionnelle pour les jeunes à la campagne. Notre objectif est de les accompagner en faisant des suivis au niveau de notre bureau. Ce n'est pas facile pour eux de trouver un travail quand ils sont déjà diplômés, donc nous leur offrons une opportunité d'être écoutés. C'est important de voir s'ils vont bien, s'il y a des problèmes... etc. Ils se découragent facilement, donc c'est pour ça que le suivi est aussi important. Il faut leur dire que le problème n'est pas personnel, c'est un problème en général. En plus, il est essentiel de faire le suivi aussi avec la famille. Les parents investissent énormément pour leurs enfants, donc ils attendent un retour. Quand les jeunes finissent leurs études, ils pourront aider toute la famille. Néanmoins, ces attentes peuvent être une cause de frustration. C'est pour ça que nous voulons aussi parler avec les parents pour leur dire qu'il faut du temps et de la patience.

COMMENT ASSISTER À LA FORMATION ? QU'Y APPRENNENT-ILS ?

Nous avons quelques cibles parmi lesquelles les jeunes déscolarisés. Une fois qu'ils ont conçu un projet personnel, nous assurons leur formation, par exemple dans le domaine de l'électricité ou de la couture. Après la formation, nous les accompagnons vers le marché du travail. La deuxième cible ce sont les diplômés sans emploi. Nous travaillons beaucoup sur les compétences de vie. Ils doivent par exemple savoir comment se présenter devant l'employeur.

DE QUOI AURIEZ-VOUS EU BESOIN PENDANT VOTRE RECHERCHE D'EMPLOI ?

Ce qui m'a manqué, c'est l'accompagnement. En 2008, chacun a cherché un travail de son côté, on n'était pas encadrés. On voulait tous rejoindre le service public. J'ai passé beaucoup d'entretiens, mais sans expérience les employeurs étaient plutôt réticents. Aujourd'hui, j'ai de la chance, parce que nous développons notre initiative pour aider les jeunes dans la même situation. Il faut éviter que cela arrive aux autres.

AU TCHAD, PENSEZ-VOUS QU'IL Y AIT ASSEZ DE TRAVAIL POUR TOUS LES DIPLÔMÉS ?

A ce stade, l'Etat tchadien ne peut pas embaucher tout le monde. Les jeunes sont conscients de cette réalité. C'est pour cela qu'ils cherchent plutôt dans le secteur privé. Néanmoins,

c'est un secteur qui se développe très rapidement grâce à de nouvelles perspectives qui s'ouvrent, comme le pétrole par exemple.

COMMENT ENVISAGEZ-VOUS VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL ?

J'aimerais bien avoir mon propre cabinet de conseil dans 4 ou 5 ans.

LES JEUNES ONT-ILS UN RÔLE PARTICULIER DANS LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS ?

Tous les partenaires financiers savent bien qu'ils ont un rôle majeur. Malheureusement, j'ai l'impression que sur le terrain que leur voix n'est pas assez valorisée. Les jeunes sont la solution !